

La lutte contre le stalinisme dans les entreprises

Jean Liévin (Lutte Ouvrière)

Dans la conclusion de son article publié dans « Lutte Ouvrière », le camarade Rémy Grillault, de la rédaction de « Tribune Socialiste », écrivait que « l'heure est venue de dépasser l'optique étroite de la petite secte qui vit parasitairement de la critique du P.C.F. ».

S'il faut certes abandonner toute pratique sectaire dans le travail d'entreprise et se donner des objectifs propres, il est impossible par contre d'agir dans ce sens sans tenir compte, à chaque étape, de l'existence du mouvement stalinien, c'est-à-dire de dizaines de milliers de militants d'entreprises. Car le courant stalinien, représenté par le P.C.F., a une influence considérable sur l'ensemble de la classe ouvrière. Sur le plan politique, le Parti communiste apparaît comme le seul parti « ouvrier » et, sur le plan syndical, la C.G.T., dont l'appareil est entièrement aux mains du P.C.F., est de loin la centrale syndicale la plus importante. Ces deux caractéristiques suffiraient amplement à démontrer l'importance que doivent attacher les révolutionnaires aux militants du P.C.F. et de la C.G.T. De plus, aux yeux d'un nombre non négligeable de travailleurs, le P.C.F. reste un parti qui se réclame de la révolution d'Octobre et demeure, de ce fait, « révolutionnaire ». Mais c'est justement parce que la partie la plus combative de la classe ouvrière lui garde sa confiance que le P.C.F. a pu, depuis des décennies, jouer le rôle objectivement contre-révolutionnaire qu'on lui connaît et servir, à chaque crise sociale importante, de rempart à la bourgeoisie.

C'est ce qui explique aussi la hargne mise par le P.C.F. à combattre, physiquement au besoin, tous les courants qui se trouvent sur sa gauche, courants qui, en se développant, risqueraient de faire toucher du doigt à nombre de travailleurs communistes la contradiction existant entre leurs aspirations et la politique de leur parti.

La lutte contre le stalinisme consiste précisément à surmonter le barrage dressé par l'appareil entre les militants révolutionnaires et les militants communistes honnêtes.

La chose n'est pas toujours aisée car les révolutionnaires doivent apprendre à dialoguer avec les militants ouvriers communistes tout en continuant à critiquer la politique du P.C. dans les faits.

Le même problème se retrouve dans les entreprises, face à l'appareil de la C.G.T. puisque le P.C.F. n'a bien souvent d'existence réelle que grâce à cet appareil.

Et dans la situation actuelle, une des conditions essentielles pour que cette lutte soit efficace est que, face à l'appareil stalinien, le mouvement révolutionnaire soit capable de mettre sur pied son propre appareil, c'est-à-dire de se donner les moyens matériels et humains qui lui permettront d'intervenir.

Pour le groupe révolutionnaire d'entreprise la lutte contre le stalinisme se mène sur plusieurs plans. Il doit prendre systématiquement position sur tous les problèmes de la lutte quotidienne comme sur ceux de la lutte politique. Il s'agit par ce biais de montrer à l'ensemble des travailleurs, et par là même aux militants staliens, la valeur des idées révolutionnaires, mais aussi de faire la démonstration que les solutions proposées sont celles qui tiennent compte des intérêts de l'ensemble de la classe ouvrière et non des intérêts de telle ou telle boutique, fût-elle révolutionnaire.

A ce niveau, la dénonciation de la collaboration de classes, telle qu'elle peut se manifester à l'usine, notamment au sein des comités d'entreprise, prend toute sa valeur. Mais il s'agit, plus que de critiquer des individus ou des organisations, de faire toucher du doigt le caractère négatif de pratiques réformistes qui entraînent les militants syndicaux à se lier, par le secret d'entreprise, au patron en cachant souvent nombre de décisions aux travailleurs, quand ce n'est pas à se transformer purement et simplement en gestionnaires de cantines.

D'autre part, il faut être conscient que la bureaucratie stalinienne a les mains d'autant plus libres que les travailleurs ont déserté les organisations syndicales. En l'absence de toute réunion syndicale régulière et de tout contrôle des travailleurs, les permanents agissent à leur guise. Les militants révolutionnaires doivent donc œuvrer au sein de la C.G.T. pour tenter d'animer une vie syndicale, c'est-à-dire pour obliger l'appareil à se soumettre au contrôle des militants de base. Et dans cette tâche il faut tenter de trouver l'appui des militants honnêtes de la C.G.T.

Mais, ce qui rend cette action particulièrement difficile, c'est que, dès qu'il est détecté, le militant révolutionnaire est mis à l'écart de toute activité syndicale, voire exclu.

Il ne garde alors que la possibilité, sur le plan syndical, de militer au sein d'une autre confédération, C.G.T.-F.O. ou C.F.D.T. Mais dans ces conditions il s'agira pour lui de tenter de poursuivre le dialogue avec les militants staliens et non d'agir au nom des intérêts de boutique de sa nouvelle centrale.

En liaison avec le problème de la défense de la démocratie ouvrière, c'est-à-dire de la libre expression de toutes les tendances au sein du mouvement ouvrier, apparaît celui de la représentation ouvrière. Depuis 1945, les délégués d'atelier, élus démocratiquement par leurs camarades de travail, ont fait place, grâce à la loi du ministre « communiste » Ambroise Croizat, à des délégués élus par un scrutin de listes, listes que les seules centrales syndicales reconnues peuvent présenter. Ce monopole de fait des centrales syndicales sur la représentation ouvrière a été un moyen pour les staliens d'éloigner systématiquement de la fonction de délégués tous les éléments « pas dans la ligne » même si ces derniers jouissaient de la confiance de leurs camarades de travail. Il s'agit pour nous de combattre ce monopole afin de permettre aux travailleurs de choisir librement leurs représentants.

C'est pourquoi, chaque fois que c'est possible, l'organisation de

préélections dans les ateliers peut être un moyen de populariser cette idée, les sections syndicales étant mises en demeure de présenter sur leurs listes les délégués présentés par leurs camarades de travail, que ceux-ci soient ou non syndiqués.

Tout succès rencontré dans cette voie est un point de marqué contre l'appareil stalinien. Car que pourrait signifier même le « contrôle ouvrier » sur la production si les travailleurs n'ont pas la possibilité de contrôler leurs représentants ? Plus que des recettes bonnes à toutes les sauces ces quelques exemples ont surtout pour but de montrer que l'action des révolutionnaires ne se limite aucunement, pour reprendre l'expression du camarade Grillault, à une « radicalisation des objectifs immédiats » avancés par la C.G.T. ou le P.C.F.

Leur lutte contre le stalinisme consiste à détacher de ce combat les militants honnêtes mais trompés. Et un des moyens les plus efficaces de progresser dans cette voie est de faire continuellement dans la classe ouvrière une démonstration aux militants du P.C.F. que la politique des révolutionnaires a une résonance certaine dans la classe ouvrière parce que cette politique est la seule qui tienne véritablement compte de l'intérêt de l'ensemble des travailleurs. □

lisez
le P.S.U.
et l'avenir socialiste
de la France

par

Michel Rocard

Secrétaire national du P.S.U.

Aux Editions du Seuil, collection "Politique"

Commandes à "Tribune Socialiste"
54, boulevard Garibaldi - Paris-15^e
C.C.P. 58 26 65 Paris

Prix 4 F. le volume (au lieu de 4,50) pour toute commande supérieure à dix volumes